

N°1945

du 03
AVRIL
2026



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**PROGRAMME NATIONAL
D'ACCÈS À LA CUISSON PROPRE**

Les études préparatoires à son élaboration sont lancées

P.6

DANS LA COMMUNE LACS 1

P.4

Le Maire Alexis Aquéréburu annonce le projet de construction de la Maison de la Femme

CONTRÔLE FISCAL

P.3

L'OTR parle des difficultés de l'exercice 2025 et annonce la rigueur pour une efficacité accrue en 2026

CLIMAT DES AFFAIRES

Bloomfield Ratings attribue un risque modéré et encourage l'attractivité économique au Togo

P.3

EN PLUS...

AGRICULTURE

DES PRÉCIPITATIONS DE CES DERNIERS JOURS

Moment propice pour les semis de la grande saison agricole

SOCIÉTÉ

FÊTE DE PÂQUES

Ferveur spirituelle et réalités économiques contrastées

AFRIQUE

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SANTÉ

Le paludisme pourrait faire des centaines de milliers de victimes supplémentaires

MUSIQUE

Essowè BADARO alias BAD-ES, la star en herbe assume toujours ses origines

SANTÉ

L'AUTISME

Le 02 avril 2026, c'est la journée mondiale de sensibilisation sous le thème : " autisme et humanité : chaque vie a de la valeur "

Le Togo franchit une nouvelle étape dans l'évaluation de son environnement économique avec la présentation, ce 2 avril 2026 à Lomé, de son tout premier rapport de risque pays par Bloomfield Ratings. Cette analyse stratégique crédite le pays d'une note globale de 5,9 sur 10, correspondant à un niveau de risque jugé modéré, dans un contexte régional marqué par de multiples incertitudes...



Le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki

SANTÉ

L'AUTISME

Le 02 avril 2026, c'est la journée mondiale de sensibilisation sous le thème : " **autisme et humanité : chaque vie a de la valeur** "

Depuis que l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné le 2 avril comme Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme en 2007, l'organisation onusienne s'efforce de promouvoir la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour les personnes autistes, en garantissant leur participation à la société sur un pied d'égalité. Au fil des ans, des progrès considérables ont été réalisés, en grande partie grâce aux défenseurs des droits des personnes autistes qui ont travaillé sans relâche pour mettre les expériences vécues par ces dernières au premier plan des discussions mondiales.

Maurille AFERI

Thème de l'année :

« **autisme et humanité : chaque vie a de la valeur** »

La résolution de l'Assemblée générale de 2007 (A/RES/62/139) a souligné la nécessité de sensibiliser le public à l'autisme. Aujourd'hui, ce mouvement mondial va au-delà de la simple sensibilisation pour promouvoir activement l'acceptation, la reconnaissance et l'inclusion, en mettant en avant les contributions que les personnes autistes apportent à leurs communautés et au monde en général.

Journée mondiale de la sensibilisation à l'autisme de 2026

La Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme (WAAD) de 2026, organisée sous le thème « Autisme et humanité : chaque vie a de la valeur », met en avant et affirme la dignité et la valeur de toutes les personnes autistes en tant que partie intégrante de notre avenir commun. À l'heure où la désinformation et les discours rétrogrades sur la vie des personnes autistes refont surface, l'événement virtuel de cette année est un appel à l'action pour dépasser les discours restrictifs et reconnaître la dignité inhérente, l'égalité des droits et la valeur inconditionnelle de chaque personne autiste.

Fondée sur les principes des droits humains et alignée sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, cette vision considère l'inclusion de la neurodiversité comme essentielle au développement durable. Lorsque les sociétés acceptent la neurodiversité, elles renforcent la créativité, la résilience et l'innovation, jetant ainsi les bases de communautés plus justes, inclusives et durables. La discussion de cette année explore le rôle de la neurodiversité dans l'élaboration de politiques qui favorisent la santé et le bien-être, une éducation de qualité, l'égalité des sexes, les opportunités économiques, la réduction des inégalités, des communautés durables et des institutions solides.

En affirmant que la vie des personnes autistes fait partie intégrante de notre progrès collectif et de la réalisation des ODD, cette journée appelle à un avenir où la différence est respectée, la dignité protégée et où chaque personne autiste peut s'épanouir.

L'événement de la Journée mondiale de l'autisme 2026 est organisé par l'Institut de la neurodiversité (ION), avec le soutien du Département de la communication globale des Nations Unies. L'ION est une organisation mondiale fondée et dirigée par des



personnes issues de minorités neurologiques, qui œuvre en faveur d'un changement systémique en faveur de la neurodiversité dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé, de la justice et de la société. Basée en Suisse et active dans plus de 100 pays, l'ION rassemble plus de 40 000 membres, professionnels, défenseurs et institutions à travers le monde.

En tant qu'organisation associée aux Nations Unies, l'ION œuvre à la croisée des expériences vécues, des politiques, de la gouvernance et de l'innovation afin de faire évoluer les systèmes, passant de modèles axés sur les déficits à une conception inclusive et centrée sur l'humain. Grâce à un plaidoyer mondial, à la recherche, à la formation, au leadership des jeunes et à des partenariats intersectoriels, l'ION autonomise les neurotypes minoritaires, promeut l'équité et les droits humains, et aide les institutions à créer des environnements où tous les neurotypes peuvent s'épanouir.

Définition

L'autisme fait partie des troubles du neurodéveloppement (TND). Il se manifeste dès la petite enfance (avant l'âge de 36 mois) et a des conséquences à différents niveaux et degrés sur les sphères développementales de l'enfant. Les conséquences ont le plus souvent des répercussions au niveau de l'autonomie, des interactions et de la participation sociales de la personne autiste. Il est donc important de pouvoir poser un diagnostic et intervenir le plus précocement possible et dans le respect des recommandations des bonnes pratiques professionnelles de la Haute autorité de santé.

L'expression des symptômes de l'autisme étant très variables d'un individu à l'autre, on parle du spectre de l'autisme afin de prendre en compte l'hétérogénéité des troubles. La communauté scientifique et médicale s'accorde pour définir une dyade autistique regroupant l'ensemble de ces symptômes dans les domaines :

- de la communication sociale et des interactions sociales, d'une part ;

- des comportements, activités ou

intérêts restreints ou répétitifs, d'autre part.

Causes

Pour la majorité des personnes autistes, il n'existe pas une seule cause identifiée via un examen médical. Certains facteurs environnementaux ont été mis en évidence : neuro-inflammation, virus, prise de certains médicaments (cf. Dépakine) durant la grossesse... Cependant, ni les vaccins, ni la maladie cœliaque, ni les caractéristiques psychologiques des parents ne sont facteurs de risques d'autisme chez les enfants. La composante génétique prédomine avec, dans certains cas, une seule mutation responsable de l'autisme qui peut apparaître *de novo* — c'est-à-dire apparaître chez l'enfant alors qu'elle était absente chez les parents. Dans d'autres cas, c'est la combinaison de plusieurs variations génétiques qui vont augmenter la probabilité de développer un autisme. En plus des 200 gènes déjà associés à l'autisme, de nouveaux gènes sont régulièrement identifiés. Les études ont également révélé qu'une part importante des variations génétiques associées à l'autisme sont partagées par d'autres conditions telles que les troubles de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/H) et la déficience intellectuelle.

Épidémiologie

Selon les définitions, la prévalence des troubles du neurodéveloppement (TND) dans le monde varie de 5 à 15%, selon un gradient de sévérité des troubles très large. Les données officielles estiment que plus d'1 personne sur 100 pourrait recevoir un diagnostic d'autisme. Pour des raisons encore mal déterminées, les garçons sont plus fréquemment diagnostiqués avec un autisme (4 garçons pour 1 fille). De récentes études ont été menées pour mieux identifier l'expression de l'autisme, mais aussi les diagnostics différentiels chez les filles et femmes autistes. La probabilité d'avoir un enfant autiste est 10 à 20 fois plus élevée dans les familles où les parents ont déjà eu un enfant autiste. De plus, les jumeaux monozygotes (« vrais jumeaux »)

(suite à la page 7)

MUSIQUE

Essowè BADARO alias BAD-ES, la star en progression assume toujours ses origines

Sur Radio Kanal FM, le jeune artiste togolais de la chanson BAD-ES, était l'invité de son aîné, le numéro du Zouk Love au Togo, Toto Patrick animateur de Boom Star, le jeudi 19 mars dernier. A cœur ouvert, l'artiste n'est pas allé du dos de la cuillère pour affirmer sa "togolité". " J'évolue dans la musique moderne d'inspiration traditionnelle. Quelques fois, je fais du touche-à-tout, tout en restant fidèle à mes origines, ma culture. " affirme le jeune artiste... Qui dit mieux ?

L'envie qu'il porte d'éclorer la musique togolaise au-delà des frontières nationales l'a toujours hantée depuis le bas âge, au point de se séparer de ses anciens copains pour démarrer une carrière solo en 2016. BAD-ES, puisqu'il s'agit de lui, répond au nom de Essowè BADARO à l'état-civil. Ses premières voix musicales sont connues en 2014 quand il était en duo en 2014 avec son ami d'enfance du nom de Ti-moune. Dans un souci de mutualisation des moyens et reconnaissant que l'art musical nécessite beaucoup de moyens, le groupe s'est deux autres amis, Ken-B et KAZ. Ce quatuor ne fera pas long feu, car, la locomotive, BAD-ES en a décidé autrement. Il part très tôt pour une carrière en solo en 2016.

Porté par la volonté de monter sur le toit de la musique togolaise avec des sonorités venues d'ici et d'ailleurs, il s'attèlera à un travail de fond et minutieux. Il dira, n'oubliant pas ses racines kabyè de la région de la Kara : « *J'évolue dans la musique moderne d'inspiration traditionnelle même si quelques fois je fais du touche-à-tout, tout en restant fidèle à mes origines et toujours dans la promotion de ma langue et de ma culture.* » En somme, il était dans la tendance du moment où les paroles et le rythme suivaient la mouvance juvénile.

En 2018, comme il se plaisait à l'exprimer, « *la mayonnaise voulait prendre.* » Il était invité sur toutes les scènes, en tout cas, pour la plus part. Son travail a commencé par donner ses fruits. Pour la première fois, il sera nominé au Togo Music Awards, anciennement Kara Music Awards dans la catégorie révélation de l'année. La même année, il a obtenu le Prix découvertes Kpakatozik 2018 de la partie septentrionale du Togo.

Deux ans plus tard, après une courte pause, il a décidé de reprendre la scène en enchaînant des titres comme : #Je tente, #Rà Rongomwé, AVLS. Tout ceci sera couronné en 2021 par le remix de la chanson #Rà



Rongomwé avec Mc key, morceau primé « meilleure chanson moderne d'inspiration traditionnelle » au Kara Musique Awards, KMA, 2021.

En 2022, après la sortie de #NAKA, il fait une collaboration avec AAMRON dont il n'hésite pas à vanter les mérites et à annoncer qu'il est un des artistes qui l'a influencé depuis son enfance. Fort heureusement cette chanson est sanctionnée par le prix « Meilleure Collaboration » aux KMA 2022.

Dans la continuité, il sort #Ezalimo en 2023, un featuring avec l'artiste André Star qui sera suivi de la chanson #Kabiè Boh, la plus primée de sa discothèque, « Meilleure chanson Hip hop aux KMA23 », qui attribue au jeune « Meilleur artiste de l'intérieur aux Agoé show awards 2023 », et « Meilleur artiste découverte » à l'édition des All Music Awards » où il obtient une bourse d'étude à l'école de musique et de danse LE CLAVECIN.

En 2024, BAD-ES revient avec le titre #tché primé « Top Musique urbaine » aux Kara top talents 2024 qui annonçait directement la sortie de son album lancé le 30 juin 2024, un album de 17 titres dont 6 collaborations avec plusieurs artistes. L'artiste étant sur la toile, cet album lui a valu plus de 150.000 streams et est primé « Meilleur album » aux KMA

2024.

L'infatigable BAD-ES poursuit son bonhomme de chemin avec le titre « Pää lé » sorti en 2025. Avec la même énergie et la même fougue, il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Déjà en ce début d'année, il offre aux mélomanes un morceau très vivant intitulé « Çdã yélé ». Il explique à Toto Patrick qu'il s'agit d'une chanson qui lance un retour à la source.

Des explications, il n'en aura pas besoin pour sa tendre mère, celle qui lui a fait prendre conscience de l'importance d'un attachement aux origines. A ses débuts, il faisait comme tout jeune artiste en chantant en français et autres langues. Sa mère l'interpela un soir : « *Dis, si tu ne chantes pas dans ta langue, comment pourrai-je comprendre ce que tu dis ?* » Dès cet instant, il promit à sa mère de la loyauté à son patois. Ce qu'il assume aujourd'hui avec beaucoup de fierté.

Ceci expliquant cela, BAD-ES est dans un rythme foncièrement lié à ses origines kabyè. Il le modèle, le modernise et le sublime pour le standardiser. Voilà pourquoi sa musique présente une telle particularité qui le hisse plus haut sur la scène musicale togolaise. Reste alors un coup de grâce pour le porter plus loin... sur la scène internationale !

NÉCROLOGIE

Le dessinateur et scénariste belge de bande dessinée, Hermann est mort à 87 ans

Hermann, de son vrai nom Hermann Huppen, né le 17 juillet 1938 à Bévercé et mort le 22 mars 2026 à Bruxelles, est un dessinateur et scénariste belge de bande dessinée. Il est principalement reconnu pour la création de la série post-apocalyptique Jeremiah, dont il a assuré seul le scénario et le dessin pendant plus de quarante ans. Il a marqué l'histoire de la bande dessinée franco-belge en illustrant des classiques du journal Tintin, tels que Bernard Prince et le western réaliste Comanche. Son style se distingue par un trait nerveux, une attention minutieuse aux décors natu-

rels et une maîtrise précurseuse de la couleur directe à l'aquarelle. En tant qu'auteur, il a privilégié une vision brute et pessimiste de la nature humaine, évitant tout manichéisme dans ses récits d'aventure. Son influence majeure sur le neuvième art a été officiellement consacrée en 2016 par l'obtention du Grand Prix de la ville d'Angoulême.

Hermann Huppen passe sa jeunesse en Ardenne belge où il vit de près la contre-offensive allemande. Après un apprentissage en ébénisterie, il travaille quinze jours dans une ébénisterie avant d'aller chez un architecte. Il suit des cours du soir de



dessin en architecture et en décoration à l'Académie des beaux-arts de Saint-Gilles.

(suite à la page 7)

CLIMAT DES AFFAIRES

Bloomfield Ratings attribue un risque modéré et encourage l'attractivité économique au Togo

Le Togo franchit une nouvelle étape dans l'évaluation de son environnement économique avec la présentation, ce 2 avril 2026 à Lomé, de son tout premier rapport de risque pays par Bloomfield Ratings. Cette analyse stratégique crédite le pays d'une note globale de 5,9 sur 10, correspondant à un niveau de risque jugé modéré, dans un contexte régional marqué par de multiples incertitudes

Etonam Sossou

Ce score, considéré comme encourageant pour une économie en développement, reflète des performances globalement solides sur plusieurs indicateurs clés. Le rapport met en avant la robustesse du système financier (6,5), un climat des affaires relativement favorable (6,3) et des performances macroéconomiques satisfaisantes (6,2). Autant d'éléments qui témoignent d'une dynamique économique en progression et d'un environnement propice aux investissements.

Toutefois, l'étude souligne également des zones de vigilance. Le risque sociopolitique (5,1) et la gestion des finances publiques (5,5) apparaissent comme des points à améliorer pour renforcer la stabilité globale du pays. Les analystes attirent particulièrement l'attention sur la dégradation des équilibres budgétaires. Le déficit public, passé de 1 % du PIB en 2019 à 6 % en 2024, dépasse largement la norme communautaire fixée à 3 %.



Autre indicateur préoccupant : l'évolution de la dette. Entre 2019 et 2024, la dette extérieure du Togo a bondi de 137,7 %, tandis que la dette intérieure a progressé de 68,2 %. Plus significatif encore, le service de la dette absorbe désormais 90,5 % des recettes fiscales, réduisant considérablement les marges de manœuvre de l'État en matière d'investissement public.

Malgré ces contraintes, le rapport relève des progrès notables sur le plan social. Le taux de chômage est resté stable à 2 % entre 2021 et 2025, tandis que la préca-

rité de l'emploi a reculé de 3,7 points. Le taux de pauvreté monétaire, lui, a légèrement diminué, passant de 45 % en 2018 à 43,8 % en 2021, traduisant une amélioration progressive des conditions de vie.

Réagissant à ces conclusions, le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, a rassuré sur les mesures engagées pour corriger les déséquilibres. Il a évoqué notamment la mise en œuvre de programmes sociaux en faveur des populations vulnérables, le renforcement des

investissements dans les secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation et l'accès à l'eau, ainsi que le développement des zones économiques spéciales.

Pour Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield, ce rapport constitue une première étape importante dans la cartographie du risque d'investissement au Togo. « Nous avons évalué des paramètres essentiels tels que la performance économique, l'environnement des affaires, le système financier, le contexte sociopolitique et la gestion des finances publiques », a-t-il expliqué, précisant que cet exercice sera désormais réalisé chaque année.

Au-delà du diagnostic, ce rapport vise plusieurs objectifs stratégiques : mesurer la compétitivité de l'économie togolaise, évaluer son attractivité et analyser sa capacité de résilience face aux chocs internes et externes. Il ambitionne également de renforcer la crédibilité financière du pays, de stimuler la croissance et de consolider le dialogue entre les acteurs publics



Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield

et privés.

À travers sa branche Bloomfield Intelligence, le groupe entend accompagner les décideurs africains en fournissant des données fiables, contextualisées et actualisées, indispensables à une prise de décision éclairée dans un environnement économique de plus en plus complexe. Ce rapport marque ainsi un tournant dans la lecture du risque pays au Togo, en offrant une vision plus structurée et transpa-

rente des opportunités et des défis à relever.

En amont de cette publication, une conférence de presse s'est tenue le 31 mars 2026 à Lomé pour annoncer officiellement la présentation de ce premier rapport de risque pays, confirmant l'importance stratégique de cet outil pour les investisseurs et les décideurs.

CONTRÔLE FISCAL

L'OTR parle des difficultés de l'exercice 2025 et annonce la rigueur pour une efficacité accrue en 2026

Late Pater

C'est le Livre des procédures fiscales qui encadre le droit de contrôler les déclarations fiscales et les actes et documents qui sont utilisés pour l'établissement des impôts, droits, taxes et redevances. De même que les documents déposés par les contribuables pour obtenir des déductions, restitutions ou remboursements. Des agents assermentés de l'Office togolais des recettes (OTR) assurent ce contrôle fiscal, à charge et à décharge, qui doit aider les contribuables à rétablir leur situation par rapport aux impôts et taxes. La loi dispose que « l'administration fiscale est en droit de recueillir des informations auprès des tierces personnes en vue de déterminer la situation fiscale d'un contribuable ». Mais, en 2025, cette coopération a fait défaut. C'est l'Office togolais des recettes qui en parle, évoquant plusieurs difficultés liées aux activités du contrôle fiscal : la faible coopération de certains tiers (banques, contribuables) dans la transmission des informations demandées ; la fiabilité insuffisante des systèmes d'information (DIMANA, SGIO) et l'absence d'interopérabilité entre les bases de données de l'OTR ; la transmission tardive par les services gestionnaires des propositions de dossiers et des résultats de l'analyse

des risques de premier degré ; la présence de contribuables inactifs dans les programmes de vérification et l'exécution de dossiers hors programme officiel ; le nombre insuffisant d'agents vérificateurs dans certains services et le manque de formation aux techniques modernes d'enquêtes et d'investigations.

Du coup, pour l'exercice 2026, on dicte les orientations pour réaffirmer les principes fondamentaux du contrôle fiscal. Pour la collecte des informations, la Direction du contrôle fiscal doit constituer et enrichir des bases de données fiables en s'appuyant sur l'ensemble des sources disponibles (données SYDONIA, liasses fiscales de la plateforme GUEDEF, écarts chiffre d'affaires-TVA, données clients-fournisseurs) et tous les services du Commissariat des impôts doivent fournir à la Direction du contrôle fiscal les informations déclaratives dont ils disposent. La Direction du contrôle fiscal est invitée à engager des études en vue de l'automatisation du processus de collecte et de traitement des données, notamment par la mise en œuvre de l'interconnexion entre les bases de données de l'OTR, de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique, des sociétés d'Etat, des banques et des assurances. Lors des travaux sur place, les vérificateurs

sont obligés de collecter et de transmettre à la Direction du contrôle fiscal toutes les informations relatives aux partenaires des contribuables vérifiés (clients, fournisseurs, actionnaires, etc.). Pour l'analyse des risques de premier degré, tous les dossiers, prioritairement ceux relevant du régime du réel avec TVA, doivent faire l'objet d'une analyse risque et les services gestionnaires sont tenus de communiquer la liste des dossiers retenus à la Direction du contrôle fiscal au plus tard le 20 de chaque mois avant leur exécution. Pour les enquêtes et investigations, tous les dossiers appartenant à un groupe ou à une firme multinationale doivent faire systématiquement l'objet d'une demande de renseignements et les documents de procédures relatifs au contrôle de ces dossiers doivent être transmis au service chargé du suivi-évaluation dans les délais prescrits.

La note des grandes orientations du contrôle fiscal rappelle aussi les résultats de 2025 où la collecte des données a connu une amélioration notable. Sur 3 401 demandes de recoupements, 3 398 ont été traitées et transmises aux services gestionnaires, soit un taux de traitement de 99,9%. Sur le plan de la programmation, le nombre total de dossiers programmés s'est élevé à 3 370, dont 3 111 en vérification générale de comptabilité et



259 en vérification partielle. 2 699 dossiers ont été engagés (taux d'engagement : 80,1%), 2 594 ont fait l'objet d'une première notification (96,1%) et 1 565 ont été clôturés (58,0%) dont 1 539 avis de mise en recouvrement, soit 57,0%

des dossiers engagés. Le montant total des premières notifications inscrites sur la maquette s'élève à 186,2 milliards de francs Cfa au titre du programme de vérification externe 2025. Le montant total des avis de mise en recouvrement émis en 2025 s'établit à 56,8 milliards dont 28,2 milliards pour le programme 2025 à fin décembre. Les produits de vérifications effectivement recouverts sur les exercices antérieurs et sur l'exercice 2025 s'élèvent à 44,4 milliards de francs Cfa. Et en ce qui concerne les enquêtes et investigations fiscales, 14 dossiers

ont donné lieu à des notifications d'amendes ou à une programmation en contrôle.

Pour l'exercice 2026, tous les secteurs d'activités économiques doivent être couverts, avec une rigueur et une efficacité accrue, annonce l'OTR.

En rappel, le contrôle fiscal s'exerce de façon attendue ou inopinée, dans certaines limites, selon des procédures et sous certaines garanties accordées au contribuable. Le système fiscal togolais repose sur un régime déclaratif auto-liquidatif.

POUR LES FEMMES ET LES FILLES

ONU Femmes tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme

La violence numérique, alimentée par les nouvelles technologies, se propage à une vitesse inquiétante, tandis que près de 1,8 milliard de femmes et de filles dans le monde restent sans protection juridique contre les abus en ligne. Internet, présenté comme un espace d'opportunités et d'émancipation, est devenu pour beaucoup un lieu d'agressions. Harcèlement, traque en ligne, doxing, partage non consenti d'images, deepfakes sexistes et campagnes de désinformation ciblées se multiplient sur les plateformes numériques.

Selon les données de la Banque mondiale, seuls 40 % des pays disposent de lois spécifiques protégeant les femmes contre le harcèlement ou la traque en ligne, laissant 44 % de la population féminine mondiale – presque la moitié – sans cadre juridique protecteur. Les femmes en leadership politique ou économique sont particulièrement visées. Certaines subissent des deepfakes à caractère sexuel, tandis que des campagnes d'attaques coordonnées cherchent à les exclure de l'espace public. Une femme journaliste sur quatre rap-

porte avoir reçu des menaces de violences physiques, y compris de mort, via les réseaux sociaux.

Pour Sima Bahous, Directrice exécutive d'ONU Femmes, la frontière entre les violences numériques et les violences physiques est désormais inexistante. « Ce qui commence en ligne ne reste pas en ligne. Les violences numériques se prolongent dans la vie réelle, où elles sèment la peur, réduisent les victimes au silence et, dans les cas les plus graves, conduisent à des féminicides », affirme-t-elle.

DANS LA COMMUNE LACS 1

Le Maire Alexis Aquéréburu annonce le projet de construction de la Maison de la Femme

Le samedi 28 mars 2026, la mairie de la Commune des Lacs 1 à Aného a servi de cadre à l'apothéose de la célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme. Elle a été marquée par des communications autour du thème « leadership féminin et autonomisation : agir ensemble pour un avenir plus sûr et prospère ». Le Sénateur Alexis Aquereburu, Maire de la commune Lacs 1, a saisi l'occasion pour annoncer le projet de construction d'une nouvelle Maison de la Femme dans la commune.

Eric J.

La rencontre a mobilisé une centaine de femmes issues des associations et coopératives affiliées à la Maison de la femme. Elle a connu la participation d'une délégation de personnalités publiques au rang desquelles, Sandra Ablamba Johnson, ministre secrétaire générale à la Présidence du Conseil et conseillère municipale de la Commune des Lacs 1. « C'est toujours un immense bonheur de retrouver mes sœurs de la Commune des Lacs 1. Nous avons rappelé que le leadership féminin est le moteur d'un avenir plus sûr et prospère pour notre nation », a-t-elle indiqué.

Dans une ambiance conviviale et valorisante, la célébration a été marquée aussi par une exposition-vente des produits locaux. Gari, tapioca, huiles (palme et coco), savons artisanaux, vêtements et bien d'autres produits locaux ont été mis en lumière, témoignant du dynamisme et de la créativité des femmes de la Commune des Lacs 1. « Plus qu'un événement, cette apothéose de la célébration de la journée du 8 mars aura été un véritable catalyseur de changement, rappelant que le leadership et l'autonomisation des femmes demeurent un levier essentiel pour le progrès durable de toute société », indique-t-on à la mairie d'Aného.

Le Sénateur Alexis Aquereburu, Maire de la commune Lacs 1, a saisi l'occasion pour annoncer le projet de construction d'une nouvelle Maison de la Femme dans la



Sandra Johnson et Alexis Aquereburu

de 1200 visiteurs dont 900 femmes. Elle a reçu et traité plus de 200 cas de violences physiques et organisé plus de 50 formations sur les activités génératrices de revenus.

A la mairie d'Aného, on informe que la future Maison de la femme sera construite sur un site situé à proximité du marché de Glidji et d'une superficie de 3600 m². Elle disposera d'appâtâmes, de bureaux pour le personnel administratif, des dortoirs, de cuisine, des boutiques, d'un espace pour les cours d'alphabétisation, des sanitaires, d'un parking et d'un monument. Le coût total de ce projet est évalué à 70 432 139 FCFA (105 760 Euros). Une partie du financement sera assurée par la commune et l'autre par les partenaires.

Il faut dire qu'au Togo, les réformes engagées en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles, ainsi que les actions menées pour renforcer leur accès à la justice sont légion. Au gouvernement, on affirme que l'accès des femmes à la justice au Togo connaît des avancées significatives

mes majeures et sensibles au genre ont été opérées, à travers la révision de textes existants et l'adoption de nouvelles dispositions visant à améliorer le statut social, les droits matrimoniaux des femmes et aussi, à lutter contre les violences basées sur le genre. « Je voudrais citer notamment le Code des personnes et de la famille, le Code pénal, le Code de la sécurité sociale, le Code foncier et domaniale, ainsi que la loi portant protection des apprenants contre les violences à caractère sexuel » a déclaré Moni SANKAREDJASINANDJA, la Ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance lors de la 70^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSW70) qui s'est tenue du 09 au 19 mars au siège des Organisations des Nations unies à New York.

Sur le plan institutionnel, des infrastructures judiciaires et techniques ont été développées sur l'ensemble du territoire national, notamment des maisons de justice des-



La maquette de la maison de la femme

commune. Ce sera un nouvel espace moderne pensé en concertation avec les femmes. « Sa principale vocation est d'être un lieu de refuge pour les femmes victimes de maltraitance au foyer », a précisé l'élu local. Elle sera également un cadre d'accueil, de conseil et de soutien aux femmes en situation de vulnérabilité. L'année dernière, la mairie a accueilli plus

grâce aux réformes juridiques engagées et au renforcement progressif des mécanismes institutionnels. « Toutes ces actions et réformes aussi ambitieuses les unes que les autres ont été menées en vue de promouvoir les droits des femmes et des filles et ainsi, garantir l'égalité entre les sexes », fait-on savoir.

Sur le plan juridique, des réfor-

tinées à rapprocher les services judiciaires des populations, des centres d'écoute intégrés et multifonctionnels pour la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre, du centre d'accès aux droits et à la justice pour les enfants en conflit avec la loi, ainsi que de la nomination de juges pour enfants dans les différentes juridictions.

DES PRÉCIPITATIONS DE CES DERNIERS JOURS

Moment propice pour les semis de la grande saison agricole

« Il faut semer sans attendre encore. Si c'était une seule pluie, on pouvait encore douter. Mais avec les deux grosses pluies qui se sont suivies, c'est le top départ pour la campagne. » C'est le conseil que donne Kossi Essotina KPEMOUA, expert de la recherche agricole au Togo aux agriculteurs après les précipitations des 30 et 31 Mars dernier qui ont abondamment arrosé la région Maritime, des Plateaux et Centrale. Pour lui, plus tôt on sème, mieux la graine bénéficie de l'humidité pour se développer.

F. Woussou

En effet, selon les services de la météo, les relevés pluviométriques se sont situés entre 111 et 122 mm en une seule journée. Les quantités de pluies tombées sont ainsi jugées particulièrement satisfaisantes. « Les quantités des deux dernières pluies sont conséquentes et le sol est bien mouillé. Dans la région maritime surtout à Lomé, la pluie du 31 mars a enregistré 111 voire 122 mm, ce qui démontre que tout est suffisant pour avoir un sol bien mouillé qui va favoriser une bonne germination des graines » a indiqué Latifou ISSAOU, directeur général de l'Agence Nationale de la Météorologie du Togo (ANAMET) à nos confrères de Agridigitale.com

Sur la période de mars, avril et mai, il est prévu dans la Maritime et dans les Plateaux une situation pluviométrique globalement normale. A partir d'avril, mai et juin, la situation sera de normale à tendance excédentaire. « Il est important d'attendre Avril avant de commencer les semis pour éviter un mauvais départ. Les pluies de Mars vont permettre de préparer les espaces et à partir d'Avril, les opérations de semis pourront commencer », avertissaient les experts.

Il faut relever que des séquences sèches d'une durée très courte en début de saison ont été également annoncées. « Bien sûr qu'il y aura des pauses mais ces pauses n'auront pas trop de conséquences négatives sur les grai-



Credit : agridigitale.net

nes mises en terre. L'humidité accumulée dans le sol est suffisante pour maintenir les graines en phase de germination, même en cas de courte période sans pluie », rassure Latifou ISSAOU. Les jeunes pousses ne seront donc pas trop affectées par un stress hydrique au début.

Par contre vers la fin de la saison, il est attendu les mêmes séquences sèches mais qui seront un peu plus longues. Les agriculteurs sont donc appelés à s'y prendre trop pour ne pas faire des semis tardifs vu que la fin de la saison sera peu complexe. Les experts relèvent qu'une sécheresse de cinq à sept jours en pleine campagne agricole suffira à compromettre le développement des cultures et à réduire considérablement les rendements. Les agriculteurs sont donc encouragés à privilégier des variétés de cultures à cycle court, résilientes au déficit hydrique et à haut rendement, afin de maximiser les chances de réussite des récoltes.

Selon l'Anamet, entre Avril et Mai, il faut s'attendre à accueillir des pluies dont la quantité sera un peu supérieure à ce qui a été l'année dernière. Mais les mois de Mai-Juin-Juillet enregistreront plus de pluies qui excéderont la normale, ce qui pourrait entraîner des inondations dans les villes comme dans les bassins.

Il est à rappeler que des pluies inhabituelles avaient été enregistrées au sud Togo en Janvier-Février. Les experts météo et climat ont indiqué qu'elles relèvent d'une pure anomalie et due au changement ou dérèglement climatique dont les effets pèsent sur la production agricole. D'ailleurs, les experts du Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques (GIEC) alertent sur une aggravation de la situation climatique dans le pays marquée par une forte irrégularité des précipitations, des sécheresses soudaines, des retards de pluies ou des périodes de pluies excessives.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SANTÉ

Le paludisme pourrait faire des centaines de milliers de victimes supplémentaires

Etonam Sossou

Le changement climatique pourrait considérablement aggraver la lutte contre le paludisme en Afrique. C'est l'alerte lancée par un institut scientifique australien, qui prévoit jusqu'à 200 millions de nouveaux cas et 532 000 décès supplémentaires d'ici 2050 si aucune mesure forte n'est prise.

Selon les chercheurs, la hausse des températures mondiales, estimée à 2,7 °C d'ici 2100, crée des conditions favorables à la prolifération des moustiques, principaux vecteurs du paludisme. La chaleur accélère leur cycle de reproduction et élargit les zones propices à leur développement, notamment dans certaines régions du continent africain.

Mais au-delà de la température, ce sont surtout les phénomènes climatiques extrêmes qui inquiètent. Inondations répétées, cyclones plus intenses et dérèglements des saisons pourraient transformer durablement les conditions de vie des populations. Ces catastrophes naturelles favorisent la stagnation des eaux, créant ainsi des habitats idéaux pour les moustiques.

Trois impacts majeurs ont été identifiés par l'étude. D'abord, l'accès aux traitements risque de se dégrader, notamment dans les zones touchées par les catastrophes climatiques. Ensuite, la destruction ou la fragilisation des habitations expose davantage les populations aux piqûres de moustiques. Enfin, les campagnes de distribution de moustiquaires et d'autres équipe-

ments de prévention pourraient être perturbées, limitant leur efficacité. À ces facteurs s'ajoutent des mécanismes indirects, comme les déplacements de populations liés au changement climatique. Les migrations forcées, souvent vers des zones déjà fragiles, augmentent les risques de transmission et compliquent l'accès aux soins de santé.

Face à ces projections alarmantes, les chercheurs appellent à une mobilisation urgente. Ils insistent sur la nécessité d'investir massivement dans des systèmes de santé résilients, capables de résister aux chocs climatiques. Le renforcement des chaînes d'approvisionnement en médicaments, l'amélioration des dispositifs d'alerte précoce et la décentralisation des services de santé figurent parmi les priorités.

FOOTBALL/EQUIPE NATIONALE/

Les Éperviers terminent en beauté : un stage marocain riche en enseignements

Deux matchs, deux performances de caractère. Les Éperviers du Togo ont bouclé leur stage au Maroc avec une victoire nette face au Niger (1-0), après un premier test face à la Guinée. Au-delà des résultats, c'est tout un projet collectif qui prend forme sous la houlette du sélectionneur Patrice Neveu. Un bilan encourageant, porteur d'espoir pour le football togolais.

Hervé A.

Une entame de match maîtrisée

Face au Niger, les Éperviers ont d'emblée affiché leurs intentions. Pressing haut, intensité dans les duels, volonté de prendre le jeu à leur compte : le ton était donné dès les premières minutes. C'est dans cet élan que Kevin Denkey a ouvert le score à la 6e minute, récompensant une entame sérieuse et appliquée. Un but rapide qui a confirmé la capacité du groupe à se montrer décisif tôt dans les rencontres, une qualité déjà entrevue lors du match contre la Guinée.

Pour Patrice Neveu, cette première période a été globalement satisfaisante : "On a fait une bonne première mi-temps. La différence est qu'on a réussi à gagner le match. C'était important pour nous rassurer, mais aussi pour récompenser les joueurs de leur travail et le peuple togolais qui a besoin de victoires pour croire en notre projet."

Un groupe qui grandit match après match



Sur les deux rencontres de ce stage, les Éperviers ont démontré une progression collective notable. La solidité défensive, la discipline tactique et la capacité à gérer les moments difficiles - notamment en seconde période face au Niger, lorsque l'adversaire a modifié son dispositif - témoignent d'une équipe en construction mais déjà cohérente.

Le sélectionneur le reconnaît volontiers : "Le bilan est intéressant et plein d'enseignements pour l'avenir. On doit apporter encore plus de qua-

lité en intégrant de nouveaux joueurs avec plus de volume de jeu et d'autres qualités." Une ambition clairement affichée, portée par un staff technique exigeant et un groupe réceptif.

L'état d'esprit, le véritable acquis du stage

Si les résultats sont encourageants, c'est la cohésion humaine qui constitue le vrai trésor de ce stage marocain. Joueurs, staff technique, encadrement : tout le monde a tiré dans le même sens durant cette fenêtre internationale. "Le point fort du stage, c'est

l'état d'esprit global du groupe, de l'équipe et du staff. Tout le monde est en soutien permanent", insiste Patrice Neveu.

Un état d'esprit d'autant plus précieux que le sélectionneur ne cache pas son niveau d'exigence élevé : "Je sais que mes exigences ne sont pas toujours faciles à suivre, mais si on veut amener l'équipe vers le haut niveau, il faut être dans l'exigence." Les joueurs ont répondu présent. C'est sans doute le signe le plus encourageant de ce rassemblement.

Un vivier qui s'élargit

Autre motif de satisfaction : la profondeur du groupe. Plusieurs joueurs n'ont pas pu fouler la pelouse durant ce stage - Zuberou, Boateng et d'autres - preuve que le vivier togolais s'élargit progressivement. Une concurrence interne saine, qui ne peut que tirer le niveau général vers le haut.

Les Éperviers repartent du Maroc grandis, soudés et déterminés. Le projet prend forme. Le peuple togolais a des raisons de croire.

D1 LONATO (J19)

L'ASCK tient la tête, le bas de tableau retient son souffle

La 19^e journée du championnat national D1 Lonato a confirmé les hiérarchies en haut de tableau tout en ravivant les angoisses en bas. Disputée les 28 et 29 mars 2026, cette journée n'a pas manqué de relief.

La course au titre : le duo de tête tient bon

L'ASCK conserve sa place de leader après un succès étriqué mais efficace sur la pelouse de l'AS OTR (1-0). Amadou Gafarou, buteur à la 77^e minute, a offert aux Chauffeurs de la Kozah trois points qui valent cher dans la course au sacre. Peu spectaculaire, mais chirurgical.

L'ASKO de Kara, elle, a répondu avec bien plus de panache en écrasant Entente II (3-1). Ouro Gafo Souleymane ouvrait rapidement le score (6') avant qu'Entente II n'égalise dans la foulée via Kassim Omar Yem Bila (8'). Illusion de courte durée : Souleymane Coulibaly prenait en

suite les choses en main avec un doublé (14', 52') pour clore le débat. Les Kondona envoient un signal clair à leurs poursuivants.

Derrière ce duo, Unisport FC maintient la pression avec une victoire convaincante chez l'AS Tambo (3-1). Auteur d'un triplé clinique aux 28', 50' et 68' minutes, Abdou Moutalabou Ouattara a été tout simplement souverain. La réduction du score d'Ikran Boukari dans le temps additionnel (90+4') n'a été qu'un détail cosmétique.

Si une performance individuelle devait résumer cette journée, ce serait celle d'Abdou Moutalabou Ouattara. Trois buts, trois moments de classe,

une maîtrise technique qui a mis Tambo hors du match dès la première heure. À surveiller de très près dans la suite de la saison.

Le milieu de tableau se bouscule

Semassi FC poursuit sa remontée au classement en dominant sans trembler AC Barracuda (2-0). Mawiya Oukpedjo (39') et Mbinou Amadou (82') ont signé une victoire propre qui rapproche les Guerriers de Tchaoudjo des places d'honneur.

Étoile Filante, de son côté, a arraché l'essentiel face à Gomido FC (1-0) grâce à un but de Djamjou Famah à la 88^e minute. Pas flamboyant, mais précieux pour continuer à exister dans

la course au repositionnement.

Deux rencontres se sont terminées sur un score nul et vierge : AS Binah - AS Gbohloe-Su (0-0) et FC Espoir - Dyto FC (0-0). Des points partagés qui satisfont peu de monde, mais qui peuvent s'avérer stratégiques selon la suite des événements.

Les équipes en zone de turbulences n'ont pas pu inverser la tendance cette semaine. AS OTR, battu à domicile, et les équipes freinées par des nuls stériles voient le sprint final approcher avec une marge de manœuvre qui se rétrécit dangereusement. Dans quatre à cinq journées, les comptes seront bons ou définitivement mauvais.

ATHLÉTISME/

Le Kényan Albert Korir, vainqueur du marathon de New York, suspendu cinq ans pour dopage

Le Kényan Albert Korir, ancien vainqueur du marathon de New York, a été suspendu lundi cinq ans, après avoir été testé positif lors d'un contrôle antidopage, un nouveau cas de triche ternissant l'image de l'athlétisme kényan.

Albert Korir, âgé de 32 ans a été déclaré positif à un dérivé synthétique d'érythropoïétine (EPO), un produit stimulant la production de globules rouges, selon l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU). Albert Korir a remporté le marathon de New York en 2021 dans un temps de 2 h 08 min 22 sec et en a pris la troisième place en 2023, avec un record personnel de 2 h 06 mn 57 sec. Il a également gagné le marathon d'Ottawa en 2019 et 2025.

Le 12 janvier, quelques jours après sa notification de suspension provisoire, l'athlète avait reconnu des infractions aux règles antidopage et accepté la période d'inéligibilité de six ans en conséquence, a indiqué l'AIU dans un communiqué. "L'athlète bénéficie donc d'une ré-

duction d'un an de sa période d'inéligibilité initiale en raison de sa reconnaissance anticipée et de son acceptation de la sanction", a ajouté l'AIU. L'athlète est ainsi suspendu pour une durée de cinq ans, du 8 janvier 2026 - date de sa suspension provisoire - au 7 janvier 2031.

L'Agence mondiale antidopage (AMA) avait déclaré en octobre que le Kenya avait réalisé des progrès "importants" dans la lutte contre le dopage et avait renoncé à imposer des sanctions au pays. Elle avait néanmoins rappelé que celui-ci restait en période probatoire pour améliorer son système de contrôle.

En octobre également, la détentrice du record du monde du marathon Ruth Chepngetich avait été suspendue pour une durée de trois



ans après avoir reconnu l'usage d'hydrochlorothiazide (HCT), un diurétique interdit, utilisé comme moyen de camoufler la prise de produits dopants. L'athlétisme étant pour beaucoup de Kényans un moyen de sortir de la pauvreté, la pression ressentie par les coureurs amène certains à céder aux sirènes du dopage, d'autant que le pays manque d'infrastructures de qualité néces-

saires au développement d'athlètes de haut niveau.

Le Kenya avait travaillé à améliorer son image après une série de scandales liés au dopage avant les Jeux olympiques de Rio en 2016, qui avait poussé l'AMA à déclarer le pays en état de "non-conformité" avec ses obligations. Depuis, plus de 140 athlètes kényans, principalement des coureurs de fond, ont été sanctionnés pour dopage. En juin 2024, le Kenya a infligé la toute première suspension à vie de son histoire à la marathonienne Beatrice Toroitich, ainsi qu'une suspension de six ans à Rhonex Kipruto, recordman du monde du 10 km.

BRÈVES

La FTF dit stop aux évocations liées aux pièces d'identité

Dans une note circulaire, la Fédération togolaise de football (FTF) porte à la connaissance des clubs engagés dans les play-offs du championnat de Troisième division (D3), ainsi que des présidents des commissions permanentes et juridictionnelles, que "les demandes d'évocation fondées exclusivement sur l'expiration de pièces d'identité de joueurs, pour les rencontres disputées depuis les play-offs jusqu'à la finale, sont déclarées irrecevables".

Cette position a été adoptée par le Comité exécutif lors de sa séance ordinaire du 26 mars 2026. "À la suite de la saisine du Secrétariat Général auprès du Support FIFA Connect, il a été établi que la plateforme FTF Togo Connect présente, par conception et par paramétrage, des limitations techniques qui n'ont pas été portées à la connaissance préalable des clubs, à savoir : le système réutilise automatiquement le document d'identité antérieurement téléchargé lors de tout renouvellement, transfert national ou mise sous prêt, sans exiger le téléchargement d'un nouveau document ; le système ne détecte pas l'expiration d'un document d'identité et ne génère aucune alerte à ce titre", explique la note.

Par ailleurs, la FTF rappelle que "cette décision est strictement limitée aux irrégularités découlant des limitations techniques de la plateforme. Elle ne couvre pas et ne protège pas les situations dans lesquelles une intention frauduleuse ou une mauvaise foi caractérisée serait établie. De tels cas demeurent soumis aux procédures disciplinaires ordinaires de la FTF. La FTF a engagé des démarches auprès de la FIFA afin que la plateforme FTF Togo Connect soit reconfigurée pour la prochaine saison".

Le COC réagit au rapport de la Commission sur l'avenir du sport au Canada

La Commission sur l'avenir du sport au Canada vient de publier son rapport final, résultat de près de deux années de travail. Il distingue deux axes majeurs à exploiter : améliorer la sécurité dans le sport et améliorer le système sportif canadien. "Le sport se trouve à un tournant au Canada, estime la commissaire Lise Maisonneuve. Bien que le sport est d'une grande importance pour les Canadiennes et les Canadiens, des défaillances systémiques et des mauvais traitements répandus continuent de compromettre la sécurité des participants et la santé du système sportif. Le statu quo n'est pas acceptable."

Le rapport présente 98 appels à l'action concrets pour bâtir un système sportif "sécuritaire, responsable, inclusif et aligné aux valeurs canadiennes" : renforcement de la gouvernance, augmentation des investissements, réduction des obstacles à la participation, création d'une "entité sportive centralisée, structurée en société d'État" afin d'assurer un leadership national, etc. Le Comité olympique canadien et le Comité paralympique canadien ont salué ces conclusions.

"Nous croyons à un système sportif fort, uni et axé sur les athlètes, qui se bâtira grâce à la force de ses partenaires, un système sécuritaire, inclusif et accessible pour tous les Canadiens, du niveau récréatif à la haute performance, écrivent-ils dans un communiqué. Le rapport final de la Commission souligne l'importance des priorités que le COC et le CPC défendent depuis longtemps et conclut, comme nous l'avons aussi fait, que le système sportif canadien souffre d'un sous-financement chronique. Les organismes nationaux de sport du Canada ont besoin d'une augmentation urgente et soutenue du financement de base du gouvernement fédéral."

60% des Berlinoises favorables aux Jeux selon un sondage

À défaut de référendum, Berlin s'appuie sur des sondages. Le dernier, réalisé par l'institut Dimap, donne un large soutien au projet de candidature pour les Jeux olympiques et paralympiques. Quelque 1 200 Berlinoises ont été sondées : 60% d'entre elles se disent favorables au projet (38% ont répondu "oui", 22% "plutôt oui"). À l'inverse, 18% disent "non" et 16% "plutôt non".

Le niveau de soutien est sensiblement le même selon les tranches d'âge : 63% des 18-29 ans, 65% des 30-44 ans, 58% des 45-59 ans et 59% des 60 ans et plus répondent "oui" ou "plutôt oui". Le maire Kai Wegner s'est félicité de ce résultat : "Je suis particulièrement heureux de constater que tant de jeunes sont favorables à l'organisation des Jeux à Berlin. Car nous souhaitons organiser les Jeux olympiques et paralympiques à Berlin avant tout pour eux, pour les enfants et les jeunes. Ce sondage conforte notre démarche : en collaboration avec le Commissaire olympique, nous poursuivons nos efforts pour convaincre les Berlinoises et la Confédération allemande des sports olympiques de la pertinence de notre vision de Jeux durables, modernes et inclusifs à Berlin."

Le sondage révèle aussi des pistes à exploiter pour convaincre davantage : les personnes indécises ou défavorables à l'idée d'une candidature ont en effet été interrogées sur ce qui pourraient les pousser à changer d'avis. 74% d'entre elles pourraient être convaincues s'ils reçoivent des garanties sur le bénéfice des Jeux pour l'économie, l'accessibilité et la modernisation. 73% pourraient changer de bord s'ils étaient assurés que les Jeux ne seraient pas un gaspillage d'argent, et 65% si les Jeux olympiques n'entraînaient pas une hausse des loyers et du coût de la vie.

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
**Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO**

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récupéré N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

PROGRAMME NATIONAL D'ACCÈS À LA CUISSON PROPRE

Les études préparatoires à son élaboration sont lancées

Late Pater

L'objectif est de structurer un programme national cohérent, réaliste et opérationnel qui accroche le secteur privé dont on entend une contribution de 19 millions de dollars pour mener les activités du programme. Pour ce qui est de l'appui extérieur, Global Enabling Environment Facility, EED Advisory et l'Union européenne donnent un coup de main à l'Etat togolais dans la conduite des études. L'ambition vise 80% d'accès des ménages aux solutions de cuisson propre à l'horizon 2030 – dont 70% en zones rurales – alors qu'en 2017, 87% de la cuisson reposait sur la biomasse et 11% sur le gaz butane. A cette échéance, plus de 2 millions de ménages devraient être équipés en solutions de cuisson propre et la consommation de bois-énergie réduite de 60%. Le programme national de promotion de la cuisson propre vise aussi à améliorer les conditions sanitaires et environnementales des ménages

avec un accent particulier envers les femmes et les enfants. Pour inciter le recours aux solutions de cuisson propre, le gouvernement s'est engagé à poursuivre et à accélérer la mise en œuvre du Plan national pour la bioénergie.

En 2025, le gouvernement a décliné les phases de la mise en œuvre du programme dans un calendrier synthétique : 2025, lancement et mise en place du cadre national de coordination ; 2026, déploiement, finalisation du cadre de gouvernance, lancement des études, cartographie des acteurs, mécanisme de subvention et incitations, formations des acteurs locaux et distribution des solutions de cuisson propre ; 2027-2028, accélération, intensification de la distribution, de la communication et du suivi-évaluation, poursuite des activités de formation ; 2029, consolidation des résultats et renforcement de l'appropriation communautaire ; 2030, consolidation finale et atteinte des objectifs - évaluation finale, pérennisation des acquis et atteinte des 80% d'accès à



Deux façons de cuire qui n'ont pas le même niveau d'effets nocifs

la cuisson propre. Le programme national de cuisson propre tourne autour de sept (7) axes stratégiques et interventions clés.

Selon le plan stratégique de mise en œuvre du programme de cuisson propre, une liste d'activités à mettre en œuvre est établie. Comme un programme de distribution des foyers améliorés et de gaz de propane liquide pour les populations à faible revenu ; la subvention des recharges via un mécanisme de ciblage efficace ; des microcrédits pour les solutions de

cuisson propre ; le développement de méthodologies normalisées pour la comptabilisation des réductions d'émissions liées à la cuisson propre ; un appui à l'enregistrement de projets de cuisson propre comme projets carbonés ; un partenariat avec des plateformes d'achat de crédits carbone volontaires ; l'utilisation des revenus du carbone pour financer la baisse du coût des équipements et des combustibles propres ; l'incitation à la création de centre de distributions dans les zones rurales ; la forma-

tion des techniciens locaux pour installation ; la production décentralisée de solution de cuisson propre ; la recherche de financement innovants ; une campagne de sensibilisation sur les bienfaits du recours aux technologies de cuisson propre (ambassadrices rurales, caravanes concert, etc.) ; l'usage régulier des technologies de cuisson propre intégré aux programmes sociaux ; la mise en œuvre d'un système de suivi digital des utilisateurs pour assurer la durabilité ; la promotion du paiement

mobile du gaz de propane liquide ; la promotion de la distribution digitalisée.

L'accès à la cuisson propre est encore limité au Togo avec une forte dépendance des ménages aux combustibles solides traditionnels issus de la biomasse. L'énergie de cuisson au Togo reste ainsi largement dominée par le bois-énergie (bois de feu et charbon de bois), utilisé par plus de 80% des ménages. Cette pratique exerce une forte pression sur les ressources forestières, avec une déforestation estimée à plus de 1% par an. L'usage abusif de la biomasse soulève trois problématiques majeures dans le monde. D'abord, sanitaire : la fumée de ce combustible est responsable de 2,5 à 4 millions de morts prématurées chaque année, dépassant le paludisme, le VIH et la tuberculose. Ensuite, environnementale : la combustion de la biomasse émet du dioxyde de carbone et contribue à la destruction des puits de carbone (arbres). Enfin, sécuritaire : les activités de coupe de bois de chauffe peuvent être dangereuses pour les usagers. Pour remédier à cette situation, le Togo doit davantage promouvoir des solutions de cuisson propre, notamment des foyers améliorés et l'utilisation du gaz butane. Or, le coût des équipements reste toujours un frein pour de nombreux ménages.

A noter que, en novembre 2024, Worthington Enterprises – un concepteur et fabricant de marques de pointe basé à Columbus dans l'Etat d'Ohio aux Etats-Unis – a annoncé le Fonds pour la cuisine propre pour l'Afrique de l'ouest, par un engagement de 1 million de dollars, pour aider à transformer les pratiques dans une région où plus de 267 millions de personnes sont encore dépendantes des combustibles traditionnels issus de la biomasse pour la cuisson. Le Fonds cible des projets dans treize pays dont le Togo. Les bénéficiaires comprennent les ménages, les communautés et les organisations dédiées à l'avancement des solutions de cuisson propre. Peu avant, en mai 2024, au sommet inaugural sur la cuisson propre en Afrique, Faure Gnassingbé a préféré parler de cuisson plus propre que de cuisson propre et compte sur un rôle important du secteur privé pour y arriver.

FÊTE DE PÂQUES

Ferveur spirituelle et réalités économiques contrastées

À quelques heures de la fête de Pâques, les préparatifs s'intensifient dans les foyers togolais. Entre célébration religieuse, retrouvailles familiales et contraintes financières, chacun s'organise selon ses moyens pour marquer cet événement central du calendrier chrétien. Si la dimension spirituelle demeure essentielle pour de nombreux fidèles, les réalités économiques viennent parfois redéfinir la manière de célébrer.

Etonam Sossou

Dans les églises de Lomé et des autres villes du pays, les activités liées à la Semaine sainte battent leur plein. Messes, veillées pascales et moments de prière rythment le quotidien des croyants. Pour beaucoup, Pâques reste avant tout une fête de foi, symbolisant la résurrection du Christ et l'espoir d'un renouveau. « Pour moi, Pâques n'est pas une question de dépenses. C'est d'abord un moment de recueillement et de rapprochement avec Dieu »,

confie Akouvi, fidèle rencontrée à la sortie d'une messe. Comme elle, de nombreux Togolais privilégient la dimension spirituelle, estimant que l'essentiel se trouve dans la prière et le pardon.

Cependant, dans les marchés et commerces, l'ambiance est également animée. Les vendeurs de volailles, de boissons et de produits alimentaires constatent une hausse de la demande, même si celle-ci reste modérée comparée aux années précédentes. « Les clients viennent, mais ils achètent en petites quantités. La vie

est devenue chère », explique Kossi, commerçant au marché d'Adawlato.

Cette réalité économique influence fortement les habitudes. Certaines familles optent pour des célébrations plus modestes. « Avant, on achetait un mouton ou plusieurs poulets pour réunir toute la famille. Aujourd'hui, on fait avec ce qu'on a. L'important, c'est d'être ensemble », témoigne Komlan, père de famille.

D'autres, en revanche, tiennent à préserver le caractère festif de l'événement, quitte à consentir

des efforts financiers. « Pâques, c'est une fois dans l'année. Même si c'est difficile, je fais en sorte que mes enfants ressentent la joie de la fête », affirme Ama, vendeuse de fruits.

Ces avis divergents traduisent les multiples façons de vivre cette célébration. Entre sobriété assumée et volonté de maintenir les traditions festives, chaque foyer trouve son équilibre. Toutefois, un point commun se dégage : l'importance accordée aux valeurs spirituelles et familiales.

Les responsables religieux, de

leur côté, appellent à recentrer la fête sur son sens profond. « Pâques est une célébration de la vie, de l'amour et du sacrifice. Au-delà des repas et des réjouissances, c'est un moment pour se reconcilier et renouveler sa foi », rappelle un pasteur d'une église protestante de la capitale. Dans ce contexte, la fête de Pâques apparaît comme un miroir des réalités sociales togolaises : une société partagée entre traditions, foi et défis économiques. Mais malgré les contraintes, l'esprit de Pâques semble intact.

POUR RENFORCER LES DROITS DES ENFANTS

FODDET se dote d'un plan stratégique ambitieux

La plateforme nationale des organisations engagées pour la défense des droits de l'enfant au Togo, FODDET, amorce un nouveau tournant dans son action. Avec l'élaboration de son plan stratégique, l'organisation entend renforcer son impact, améliorer sa coordination et accroître sa capacité d'intervention en faveur des enfants.

Aligné sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), la feuille de route gouvernementale, la Politique Nationale du Bien-être de l'Enfant (PNBE) et le Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2020-2030), ce document stratégique affiche une ambition claire : construire un système de protection de l'en-

fant à la fois inclusif, participatif et durable.

Une vision structurée autour de trois axes

Le plan stratégique de FODDET repose sur une théorie du changement articulée autour de trois piliers majeurs. Le premier vise à promouvoir un environnement familial et communautaire favorable aux droits de l'enfant. Il s'agit notamment d'encourager l'implication des familles, des pairs éducateurs et des autorités locales dans la protection et l'épanouissement des enfants. Le deuxième axe concerne la mise en place d'un système d'information décentralisé. L'objectif est de collecter des données fiables afin de

mieux orienter les actions et renforcer les initiatives de plaidoyer. Enfin, le troisième pilier met l'accent sur le renforcement de l'efficacité institutionnelle de FODDET. À travers une gouvernance plus inclusive, réactive et représentative, la plateforme entend consolider son rôle d'acteur clé dans la défense des droits de l'enfant.

Avec ses 225 organisations membres réparties en neuf réseaux thématiques, FODDET dispose d'un maillage territorial important. Cette présence sur l'ensemble du territoire constitue un atout majeur pour la mise en œuvre du plan stratégique, notamment dans les zones les plus vulnérables.

Consciente de cet avantage, la plateforme mise sur une gouvernance interne renforcée. L'objectif est clair : asseoir sa crédibilité et sa légitimité avant de consolider ses partenariats externes.

L'une des innovations majeures de ce plan réside dans son approche de mobilisation des ressources. FODDET met un accent particulier sur les contributions internes de ses membres, dans une logique d'autofinancement partiel. Cette stratégie vise à réduire la dépendance aux financements extérieurs et à renforcer l'indépendance de la plateforme. En démontrant sa capacité à mobiliser ses propres ressources,

FODDET espère également attirer des partenaires financiers en appui, et non en substitution.

Trois leviers sont identifiés comme essentiels à la réussite du plan : une mobilisation stratégique des ressources, un dispositif rigoureux de planification et de suivi-évaluation, ainsi qu'un renforcement continu du cadre institutionnel.

Ce plan stratégique intervient dans un contexte marqué par de nombreux défis affectant les enfants au Togo. Pauvreté, violences basées sur le genre, traite des enfants ou encore impacts du changement climatique constituent autant de menaces qui fragilisent leur bien-être et leurs droits fondamentaux.

SANTÉ/L'AUTISME

Le 02 avril 2026, c'est la journée mondiale de sensibilisation sous le thème : " autisme et humanité : chaque vie a de la valeur "

(suite de la page 2)

partagent le diagnostic d'autisme plus fréquemment que les jumeaux dizygotés (« faux jumeaux »).

Symptômes

Une personne autiste peut présenter à tout âge la totalité ou une partie de ces symptômes fréquents, non exhaustifs :

- champs d'activités / d'intérêts restreints
- difficultés à s'intégrer socialement (retrait social ou, à l'inverse, sollicitations sociales présentes, voire nombreuses, mais considérées comme inadaptées)
- trouble de la communication non verbale (par exemple, évitement du



- tendance à répéter des syllabes, mots ou expressions stéréotypées (écholalies)

- comportements répétitifs (ex. balancements, torsion de membres)
- difficulté à s'adapter aux changements de routine / d'environnement

- hyper- ou hypo-sensorialité (aux sons, à la lumière, aux odeurs, aux goûts etc.)

Troubles associés

L'autisme est également fréquemment associé à d'autres TND, tels que le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDA/H), les troubles du développement de la coordination, les troubles spécifiques des apprentissages ou la déficience intellectuelle, mais aussi à des troubles psychiatriques tels que les troubles anxieux (en particulier la phobie sociale ou le trouble anxieux généralisé), la dépression, les troubles bipolaires, voire schizophréniques, ou encore à certaines maladies telles que l'épilepsie ou le reflux gastro-œsophagien. Il est également fréquent que les personnes autistes présentent des troubles du sommeil et/ou de l'alimentation.

Ce n'est malheureusement que

très récemment que ces troubles associés ont été pris en compte dans la recherche. Ils sont en effet extrêmement importants, tant pour comprendre l'origine de l'autisme que pour améliorer l'accompagnement des personnes concernées.

Approches et interventions

La première question qui doit se poser est d'identifier correctement sur le plan anatomique, biologique, neurologique et clinique les manifestations de l'autisme. S'en suivent alors les propositions qui peuvent être faites aux personnes et à leurs proches en termes d'interventions.

Il n'existe à ce jour aucune « méthode » absolue et exclusive, ni aucun traitement médicamenteux qui puissent prétendre « guérir » de l'autisme. Cependant, il est avéré que la combinaison d'interventions d'ordre éducatif, cognitivo-comportemental et développemental permettent de compenser des difficultés, de réguler certains états et de potentialiser les aptitudes de la personne. Ces interventions peuvent concerner toute personne autiste et doivent avant tout favoriser son développement et minorer ses difficultés fonctionnelles au quotidien pour améliorer sa qualité de vie.

La prise en charge de l'autisme est uniquement symptomatique (ce sont les symptômes qui sont traités et non les origines du trouble) et passe donc actuellement par des stratégies thérapeutiques non médicamenteuses

personnalisées : rééducation orthophonique, psychoéducation, rééducation psychomotrice... Ces dernières sont d'autant plus

efficaces lorsqu'elles sont appliquées à un stade précoce du développement de l'individu. Plusieurs essais thérapeutiques,

médicamenteux ou non, sont également en cours pour identifier d'autres stratégies thérapeutiques.

NÉCROLOGIE

Le dessinateur et scénariste belge de bande dessinée, Hermann est mort à 87 ans

(suite de la page 2)

À dix-huit ans, il part pour le Canada avec sa famille. Quatre ans plus tard, il décide de rentrer à Bruxelles. Son beau-frère est Philippe Vandooren, futur directeur éditorial de Dupuis. Il dirige alors une revue scout (Plein Feu) à laquelle Hermann livre sa première histoire, Histoire en...able.

Engagé pour un essai dans le studio Greg, il réalise quelques-unes des Histoires de l'oncle Paul, la première - "Livreuse d'avions" (sur Maryse Bastié) - paraissant en janvier 1965. À partir de 1966, Greg écrit pour Hermann la série Bernard Prince. Hermann réalise encore quelques Histoires vraies. Il dessine les deux premiers albums de la série Jugurtha. En décembre 1969 débute la publication de la série Comanche, qu'il réalise avec Greg dans Tintin.

Il commence en 1977 sa première série solo, Jeremiah, d'abord publiée par l'éditeur allemand Koralle et en Belgique par Novedi. La série est toujours en cours après avoir été reprise par Dupuis. Accaparé par Jeremiah, Hermann abandonne rapidement

Bernard Prince qui est repris par Dany. De 1980 à 1983, il illustre Nic, une série publiée dans Spirou, scénarisée par Morphée (pseudonyme de Philippe Vandooren). En 1982, il réalise La Cage et la même année, il abandonne la série Comanche qui est reprise plus tard par Michel Rouge. En 1984, il s'écarte momentanément de Jeremiah pour créer Les Tours de Bois-Maury, une fresque médiévale. Il réalise en 1991 son premier one shot, Missié Vandisandi, sur l'Afrique coloniale. En 1995, il publie Sarajevo-Tango, un album engagé né de son indignation à propos du siège de Sarajevo. En 1997, il réalise un nouveau one shot, Caatinga, qui se déroule dans le Nordeste brésilien des années 1930. La même année, les éditions Mosquito publient une monographie à son sujet. En 1999, il renoue avec le western dans On a tué Wild Bill. En 2000, avec Jean Van Hamme, il réalise Lune de guerre et, sur un scénario de son fils (Yves H.), il dessine Liens de sang, lequel constitue, dans l'œuvre du duo père-fils, le premier album d'une "trilogie USA". En 2009, Hermann se

voit nommer chevalier des Arts et des Lettres.

Finaliste du Grand Prix de la ville d'Angoulême en 2015, il est élu Grand Prix en 2016, confirmant ainsi son influence chez nombre de ses pairs. Alors âgé de 77 ans, il en devient le lauréat le plus âgé. De 2017 à 2023, il anime Duke, un western écrit par son fils qui compte sept volumes publiés aux éditions Le Lombard. Il signe un seizième et ultime épisode de sa saga médiévale avec L'Homme à la hache, publié simultanément dans les collections "Vécu" et "24X32" en 2021.

En 2023, il livre le 40 tome de Jeremiah et il contribue au Tintin numéro spécial 77 ans. L'année suivante, il sort le premier tome d'une série historique, Brigantus, sur un scénario de son fils, aux éditions Lombard. Le deuxième volet intitulé Le Picté sort en 2025.

Hermann est mort le dimanche 22 mars 2026, à l'âge de 87 ans, à Bruxelles (Belgique). Il venait d'avoir achevé son dernier album, Cartagena, après deux ans de combat contre le cancer.



contact visuel)

- difficulté à comprendre/décoder les sentiments d'autrui

- langage absent ou troubles du langage ou retard de langage, ou, au contraire, développement typique du langage, voire précoce (avec un langage riche et un lexique élaboré, mais une communication « particulière »)

DATES	RÉSULTATS		
MARDI 31 - 03 - 2026	LOTTO MATHÉMATIQUES MARDI : 31 / 03 / 2026 TIRAGE N° 545 09H00 72 20 77 04 84 26 48 56 80 21	LOTTO CASH MARDI : 31 / 03 / 2026 TIRAGE N° 144 13H00 11 32 64 21 10	LOTTO BOOM MARDI : 31 / 03 / 2026 TIRAGE N° 144 18H00 39 63 12 75 16
MERCREDI 1 ^{er} - 04 - 2026	LOTTO MATHÉMATIQUES MERCREDI : 01 / 04 / 2026 TIRAGE N° 546 09H00 83 51 22 88 79 82 67 66 56 87	LOTTO BENZ MERCREDI : 01 / 04 / 2026 TIRAGE N° 1837 13H00 51 84 43 49 61	LOTTO PRESTIGE MERCREDI : 01 / 04 / 2026 TIRAGE N° 144 18H00 68 30 72 85 11
JEUDI 02 - 04 - 2026	LOTTO MATHÉMATIQUES JEUDI : 02 / 04 / 2026 TIRAGE N° 547 09H00 55 20 77 13 42 17 05 64 72 83	LOTTO MILLION JEUDI : 02 / 04 / 2026 TIRAGE N° 141 13H00 01 67 83 89 71	LOTTO SUPER JEUDI : 02 / 04 / 2026 TIRAGE N° 141 18H00 17 15 56 25 36
GROS LOTS DU TIRAGE NUMÉRO 144 DE LOTTO CASH DU 31 MARS 2026 @ LOMÉ # Point de vente 50335 * Un (01) gros lot de 1.200.000 FCFA			



TOUS LES SAMEDIS **18H**



LOTO BINGO



NUMÉRO VERT 8600

LonatoLoto590

www.lonato.tg